

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 24 | SEPT./OCT. 2010

→ UN DOSSIER DE 4 PAGES SPÉCIAL JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Mal-être à l'école, une fatalité ?

Evaluation, climat scolaire : comment le système éducatif français génère stress et angoisse pour les enfants et les jeunes

Solidarité, un exemple venu d'Haïti



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

La date de sortie de ce journal voudrait que l'éditorial soit consacré à la rentrée. Mais plutôt que de rentrer dans ces joutes « éducatives », je souhaiterais vous faire partager une rencontre que nous avons eu la chance de faire collectivement à l'Afev. C'était fin août à Lyon, lors de notre traditionnelle Université Européenne de l'Engagement consacrée, cette année, aux « nouvelles formes de solidarité pour construire la société de demain » (voir page 2).

De nombreux invités ont accepté de venir échanger avec les 450 représentants de l'Afev : maires, élus locaux, dirigeants d'entreprises, responsables associatifs...

Nous avons eu la chance dans ces débats d'accueillir le recteur de l'Université Quisqueya d'Haïti, M. Jacky Lumarque que nos partenaires d'Aide et Action ont eu la bonne idée de nous présenter.

Cette rencontre a été, je pense pour tous les participants, un choc et un formidable stimulant pour l'expérience que nous partageons, ici en France, au sein de l'Afev, que l'on soit bénévoles, partenaires, volontaires ou salariés.

Un choc parce qu'il a su avec des mots simples nous faire toucher du doigt la vie quotidienne des Haïtiens aujourd'hui, alors que la lucarne médiatique s'est déjà tourné vers d'autres horizons. Il a su nous expliquer le décalage

entre les annonces et l'aide réelle - ou plutôt le manque d'aide adaptée - pour les populations les plus touchées. Surtout, dans cet état des lieux apocalyptique, il a su nous montrer comment un lieu du savoir et de la connaissance comme l'Université pouvait être aussi un acteur de terrain, et même un acteur beaucoup plus efficace et porteur d'avenir que bon nombre de programmes internationaux.

L'Université de Quisqueya est une université jeune et sous statut de fondation privée sans

Après le séisme du 12 janvier, le volontariat étudiant au coeur de la reconstruction

but lucratif. A peine construit, son nouveau campus a été en totalité détruit par le séisme du 12 janvier dernier. Plus de laboratoires, de bibliothèques ; des étudiants, et professeurs touchés de façon personnelle, l'université existait-elle encore ?

Une tente installée dans les ruines, des étudiants en médecine qui aident les blessés, des professeurs qui les encadrent : « Nous étions comme morts nous-mêmes et voilà que nous sommes en train de nous occuper des autres... », nous a raconté Jacky Lumarque. C'est à travers le service à la communauté que nous avons oublié notre propre malheur pour reconstruire le

tissu de l'Université. »

Aujourd'hui, les interventions de ces étudiants haïtiens portent sur l'éducation des enfants, la gestion des camps de réfugiés, la reconstruction, l'assainissement de l'eau... Leur action est encadrée par les professeurs, et elle est devenue une composante du savoir universitaire, créditée dans les cursus. « Les étudiants ont construit une forme de nouveau savoir, une vision nouvelle de l'action universitaire, plus responsable socialement », nous disait encore le recteur de Quisqueya.

Après huit mois d'intervention et au-delà de la réponse aux besoins sociaux qui restent immenses, cette implication des étudiants auprès des populations les pousse à se projeter dans de nouveaux projets de vie en Haïti. Dans une problématique de recherche de solutions, ils se sentent ancrés dans leur milieu et se responsabilisent par rapport aux problèmes que connaît leur société, nous indiquait Jacky Lumarque.

Alors que 80% des diplômés d'Haïti partaient pour l'Amérique du Nord, cette nouvelle perspective offre beaucoup d'espoir pour la reconstruction de la société haïtienne.

Université, solidarité et territoire un triptyque très proche des préoccupations de notre association et qui mériterait d'être approfondie : encore merci M. Lumarque.

→ Pour agir

Si vous souhaitez aider ces étudiants haïtiens à poursuivre leurs études et leurs actions auprès des populations, vous pouvez vous rendre sur le site d'Aide et Action.

www.aide-et-action.org

→ RENCONTRE



STÉPHANE GAGNON
LES COMBATS D'UN MAIRE DE BANLIEUE,

PAGE 2

→ ENTRETIEN



MARCEL RUFO ET CLAIRE BRISSET,
PARRAINS DE CHOC

PAGE 5

→ À L'ÉTRANGER



LA FINLANDE, UN PARADIS ÉDUCATIF ?

PAGE 7

→ CITOYENNETÉ



JENNY, VIE D'UNE BÉNÉVOLE À L'AFEV

PAGE 8

ET AUSSI

- LOGEMENTS SOLIDAIRES P. 2
- LE POIDS DE L'ÉVALUATION P. 4
- NAISSANCE D'UN CONTE P. 7



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.



« Agir pour éviter le chaos urbain »

Maire d'une des communes les plus sensibles d'Île-de-France, Sevrans, Stéphane Gatignon était l'invité de l'Université européenne de l'engagement organisée par l'Afev du 24 au 26 août à Lyon. Face au risque de ghettoïsation des quartiers les plus enclavés, il prône d'ouvrir un débat politique encore trop corseté.

Volontaires ! Ruptures sociales, ruptures intergénérationnelles, montée de la violence... Vous dressez à propos des quartiers populaires des constats alarmants...

Stéphane Gatignon. La question n'est pas que les constats soient alarmants ou pas, mais qu'il faut voir la réalité de nos quartiers sinon on ne trouvera pas de réponses. La montée de la violence est indéniable : rien qu'à Sevrans, on a déjà compté cette année (fin août 2010, NDLR) neuf morts violentes, et on estime à 200 le nombre de personnes armées... Les règles de la cité ont explosé, la crispation est forte à l'intérieur même des villes, entre les différents quartiers. La crise ne fait qu'aggraver les trafics et la détresse sociale : sur ma commune, le chômage des jeunes atteint 40% à 45%, et le nombre de gens qui dorment dans leur voiture ne fait qu'augmenter.

Je pense que nous sommes dans un moment de ruptures profondes : le monde d'hier est en train de s'écrouler, il faut construire autre chose. Il nous faut savoir quelle société nous voulons pour demain, avec quels rapports sociaux, pour connaître demain les réponses à apporter. Notre système traditionnel, vertical, assuré par l'Etat, explose comme on le voit dans le domaine de la santé avec les nombreux remboursements... Demain faudra-t-il un système local, régional, quels acteurs faudra-t-il associer ? Il nous faut définir les champs d'action et les pistes à mettre en œuvre.

Volontaires ! A qui de faire vivre ces débats, de trouver les réponses : l'Etat, les individus ?

Stéphane Gatignon. Chacun a une responsabilité, même si bien sûr les hommes politiques ont un devoir particulier de s'emparer de ces sujets. On a souvent l'impression d'une séparation complète entre les hommes politiques d'un côté, les associations de l'autre, l'appareil d'Etat encore à côté... Je pense pour ma part que chacun peut avoir un rôle politique dans ces discussions. Les associations peuvent apporter des idées nouvelles sur les solidarités à construire – comme l'Afev le fait lors de cette Université européenne de l'engagement. La sphère universitaire elle aussi doit pouvoir être mobilisée... Le monde évolue ; à un moment si vous ne réfléchissez pas à la façon de régler les problèmes, votre société ne peut plus évoluer. L'enjeu, c'est de tous vivre ensemble dans la société de demain, et cela me semble être fondamental. Idem pour tous les enjeux liés à la ville, à l'environnement et à la justice sociale, au devenir de la ville, qui doivent être posés à la société. Si la société ne s'empare de ces sujets, on va aller vers des « jacqueries » dans les banlieues ou d'autres mouvements de protestation qui n'iront nulle part.

Volontaires ! Vous insistez souvent sur le fait qu'il n'y a pas, en France, d'espaces de débat pour répondre à ces crises...

Stéphane Gatignon. La situation est assez particulière en France. Pour des raisons historiques, culturelles, il existe une certaine vision de la société difficile à faire bouger. La République dite « une et indivisible », tout le monde se rattache à ce concept : c'est une vision plutôt simple, qui colle à nos institutions... mais qui ne colle plus à la réalité de notre pays. Notre histoire fait que le monde associatif, les syndicats, attendent des réponses du monde politique. Or, face aux enjeux actuels, il nous faut réussir à ouvrir un cadre de débat large.

Les questions qui se posent aujourd'hui au monde sont énormes et urgentes. Ce sont les questions liées à la finitude de la planète. Dans 30 ans, 80% de la population mondiale vivra dans les villes, cela implique un bouleversement de nos sociétés qu'il nous faut préparer dès maintenant. Ce débat est partout déjà engagé avec la société civile - par exemple en Allemagne - mais beaucoup

Faisons du cosmopolitisme de nos quartiers une véritable chance

STÉPHANE GATIGNON, MAIRE DE SEVRANS

plus difficilement en France ! Prenons l'exemple de l'environnement : aujourd'hui, tout ce qu'on achète en panneaux photovoltaïques vient d'Allemagne, parce qu'il y a eu là-bas une prise de conscience plus précoce.

Je regrette, en France, notre incapacité à poser les bons débats. Sur les retraites, par exemple, on pose la réforme sous l'angle de l'âge du départ à la retraite, alors qu'il y a des gens qui seront au chômage à 55 ans et ne retrouveront pas de travail, et d'autres qui à 62 ans voudront continuer, y compris parce que les pensions seraient trop faibles... La vraie question c'est de savoir à quel âge les gens souhaitent prendre leur retraite, et de créer les conditions pour le leur permettre.

Volontaires ! Et que proposeriez-vous alors comme pistes ?

Stéphane Gatignon. Nos quartiers sont de formidables laboratoires d'innovation. En matière d'emplois, nous arrivons à créer de petites choses qui, l'une après l'autre, changent la ville : l'arrivée d'une zone franche qui attire les PME, un lieu d'accueil unique pour les chômeurs qui regroupe le Pôle emploi et les ser-

vices sociaux du département (RMI) et permet ainsi de créer de nouveaux réseaux...

Il faut aussi insister sur la richesse de ce que j'appelle le « cosmopolitisme » : plus d'une centaine de nationalités cohabitent à Sevrans, le monde entier a rendez-vous chez nous ! Les gens viennent des quatre coins du monde, avec une histoire, des choses à raconter. Il s'agit d'une population jeune ; nous avons une histoire commune à construire. C'est ce qui rend ces territoires si intéressants. La France c'est tout le monde : il faut le dire et il faut le faire vivre.

Volontaires ! Vous pointez aussi les inégalités liées à la fiscalité locale...

Stéphane Gatignon. L'Île-de-France est aujourd'hui la région la plus inégalitaire d'Europe. Entre les collectivités locales, d'une rue à l'autre, vous pouvez des fois traverser deux mondes – en fonction des moyens de chacune. Ma ville engrange 35% de revenus en moins par habitant que la moyenne des villes d'importance égale, alors que la situation sociale y est très délicate...

Le problème est qu'on a basé les recettes des collectivités sur l'activité économiques (taxe professionnelle) alors que parallèlement, on spécialisait les villes entre zones d'activité et zones de résidence... Du coup les villes qui accueillent les populations ouvrières, mais pas l'activité économique, se sont retrouvées dans des situations très difficiles avec la fin des Trente Glorieuses. On se retrouve dans des zones où aux difficultés des villes privées de financements par l'activité, s'ajoutent les difficultés des populations elles-mêmes paupérisées par la crise. Ce constat, on le fait depuis des années mais aucun mouvement de pensée, qu'il soit de gauche ou de droite, n'a proposé de solutions. Il existe aujourd'hui en France des collectivités qui ne sont plus gérables, où l'on se débrouille, où la survie est individuelle et collective. Il faut se battre, sans cesse.

Volontaires ! Comment jugez-vous l'absence de solidarité des élus de certaines communes plus favorisées ?

La victoire du libéralisme, pour moi, c'est cette vision de la réussite à tout prix qui passe, pour un individu, à se faire du fric sur le dos des autres, et pour un élu à réussir dans sa ville sans se questionner sur l'intérêt général global. Sauf que ce type d'élus oublie que, si une collectivité à côté de la sienne est en rupture, lui aussi va souffrir. C'est ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis : à un moment, de ne pas aider des villes comme Clichy-sous-Bois ou Sevrans, a abouti à mettre en difficulté les communes alentour, notamment sur le trafic de drogues. La seule façon de répondre à ces questions, c'est d'avoir une prise de conscience et des réponses collectives.

Logements étudiants solidaires, de nouveaux liens dans les quartiers

La rentrée 2010 marque le lancement à Poitiers des premières colocations à projet solidaire, qui verront de petits groupes d'étudiants partager à la fois un appartement et une action dans le quartier.



Ils sont douze étudiants, d'âges et de formations très variés, à inaugurer en ce mois de septembre 2010 une forme nouvelle d'engagement dans les quartiers populaires, les « colocations à projet solidaire » (KAPS). Mis en place par l'Afev sur un modèle venu de Louvain-La-Neuve, en Belgique, ces logements verront des groupes d'étudiants partager à la fois un appartement et une action tout au long de l'année universitaire. Sandrine Martin, déléguée régionale de l'Afev dans la région Poitou-Charentes, résume l'ambition du projet :

« créer de la mixité sociale » en amenant les étudiants dans des quartiers où ils ont peu l'habitude de vivre, et « favoriser de nouvelles formes d'engagement » au plus près des populations en difficulté. A Poitiers, quatre appartements pouvant accueillir trois étudiants chacun ont été mis à disposition dans les quartiers Saint-Eloi et Couronnerie.

Les premiers KAPS seront orientés vers l'accompagnement des familles sur trois grands secteurs : l'école, la santé, et le logement. Après un diagnostic des besoins des quartiers réalisé d'ici octobre, les étudiants retenus pourront choisir de renforcer un projet Afev déjà existant, ou d'en créer un nouveau. Les besoins ne manquent pas, rappelle Sandrine Martin : « sur le lien entre familles et école, les étudiants pourront se greffer aux lectures faites dans les PMI pour faire découvrir

l'univers du livre aux enfants de maternelle, ou aux cafés-parents qui permettent aux familles de se rencontrer et de s'entraider. » La santé est un autre domaine identifié comme majeur par les partenaires du projet (1). « Beaucoup de familles ne se rendaient pas aux rendez-vous prescrits par le médecin scolaire ou le médecin de famille, alors qu'il s'agissait de questions importantes pour l'enfant comme par exemple aller chez l'ophtalmologiste, reprend Sandrine Martin. On se rend compte qu'il s'agit souvent d'un problème de langue ou de couverture sociale, parfois d'une incompréhension des enjeux. Les étudiants vont faire ce que les institutions n'ont pas le temps de faire : prendre le temps auprès des familles et les accompagner dans ces démarches. »

D'ici octobre 2010, d'autres projets de KAPS vont être lancés par l'Afev et ses partenaires à Paris et Toulouse.

P.F.M.

(1) Parmi les premiers partenaires des KAPS à Poitiers : le Conseil régional Poitou Charente, la Communauté d'agglomération de Poitiers, l'Université de Poitiers, le bailleur LogiParc.

www.colocationsolidaire.org



DOSSIER

Le 22 septembre, la troisième **Journée du refus de l'échec scolaire** proposera un focus sur les souffrances à l'école. Le système éducatif français, qui produit un échec scolaire de masse au nom de l'excellence, génère en outre une forte angoisse sur l'évaluation parmi les enfants et les familles, sans oublier les professeurs confrontés à un climat scolaire délétère. Pourtant, des solutions existent, comme le prouvent des initiatives prises par certaines collectivités ou le modèle finlandais qui place l'enfant au cœur des préoccupations.

Dossier réalisé par Eunice Mangado-Lunetta et Paul Falzon-Monferran.

SOUFFRANCES À L'ÉCOLE

Relations aux autres enfants, aux professeurs, aux parents : les causes des souffrances à l'école sont multiples, rappelle le sociologue **Pierre Merle** en appelant à mieux entourer les enfants pour les faire réussir.

Le substitut à la réflexion, dérive classique et véritable obsession des discours répressifs, est de rechercher un bouc émissaire. Or les élèves n'ont pas le monopole de la souffrance à l'école. Ni les enseignants, ni les parents ne sont épargnés. Tous sont plus ou moins prisonniers d'un système de contraintes pour eux-mêmes qu'ils reportent sur autrui. Il faut à la fois connaître les sources des souffrances de l'élève et aussi s'interroger sur le dénominateur commun à celles-ci.

Le rabaissement est présent dans l'habitude consistant à rendre les copies selon un ordre décroissant

PIERRE MERLE

D'abord les relations des élèves avec leurs pairs. Dans l'enquête de l'INSEE *Histoire de vie - Construction des identités*, un adolescent sur deux déclare avoir subi des vexations, moqueries, injustices, mises à l'écart. Les motifs d'humiliation concernent principalement le poids et la taille (pour 15 % des adolescents), le look (12%), le nom et le prénom (12%), la façon de parler (8%), l'âge (6%), la couleur de la peau (4%). Les causes des stigmatisations des adolescents témoignent d'une forme de dictature de l'apparence : les filles « corpulentes » et les garçons « fluets » ou « petits »

déclarent davantage être l'objet d'humiliations. Si les stigmatisations ont parfois eu des conséquences positives (désir de « réussir davantage »), les conséquences sont le plus souvent négatives : repli sur soi, sentiments d'infériorité, renonciation à des projets. Les deux tiers des vexations qui ont « eu des conséquences sur la vie » se sont déroulées à l'école. Les élèves qui souffrent sont les plus éloignés des normes du groupe d'âge : « les intellos », « les fayots », « les gros nuls ». La situation est plus difficile pour ces derniers. Les « intellos » trouvent en effet des compensations à leur marginalité dans leurs relations avec les professeurs et leurs parents alors que « les gros nuls », terme particulièrement dévalorisants, sont aussi en difficulté dans les autres sphères relationnelles liées à l'école.

SENTIMENTS D'HUMILIATION

La seconde source de souffrance des élèves tient à leurs relations avec les professeurs. Plusieurs recherches ont montré des sentiments d'humiliations fréquents pour les élèves en difficultés scolaires. Ces humiliations ont leur source dans des pratiques de rabaissement. L'élève est étiqueté « nul », « minable », « ridicule ». Une forme classique d'humiliation est la promotion de l'élève au rang de mauvais exemple. Pour une faute malheureuse, l'élève fait l'objet d'une moquerie. Cette situation est présente lors du passage au tableau, moment favorable au rabaissement scolaire, parfois vécu comme une mise à mort symbolique. Le rabaissement est aussi présent dans l'habitude consistant à rendre les copies selon un ordre décroissant, de la meilleure à la plus faible, en ajoutant éventuellement une appréciation allant du « très bon » au « médiocre ».

La notation est classiquement une source de souffrance pour les élèves : le professeur note d'abord un niveau scolaire, assez arbitraire car variable selon les établissements, et il lui est difficile de noter en même temps les progrès et les efforts. Inconsciemment, le professeur construit des devoirs qui aboutissent à définir des « bons », des « moyens » et des « mauvais ». Les recherches pour montrer que des exercices plus accessibles et des notes encourageantes favorisent les apprentissages des élèves.

TENSIONS SCOLAIRES DANS LES FAMILLES

Enfin, les relations des élèves-enfants avec leurs parents sont au fondement d'une troisième forme de souffrance. Elle ne se situe pas dans l'école mais à sa source dans ce qui se passe à l'école. L'élève souffre de sa dévalorisation scolaire et découvre que ce premier malheur s'accompagne d'un second : les remontrances de ses parents et la crainte de perdre leur amour. La famille, lieu possible d'un refuge, est contaminée par les tensions scolaires. Les punitions familiales redoublent les punitions scolaires. L'enfant espérait trouver de la compréhension et de l'aide, il est confronté aux mêmes exigences scolaires qui lui semblent inaccessibles. Quand un élève se retrouve en rupture à la fois avec ses pairs, ses professeurs et ses parents, il se retrouve dans un profond isolement relationnel. Le risque de dépression est majeur. Le suicide (8% des filles et 5% des garçons) font une tentative de suicide à l'adolescence émerge à partir de ces situations de repli et de destruction des liens sociaux et affectifs indispensables.

Quel est le lien commun entre ces trois situations de souffrances scolaires ? La valorisation de la liberté individuelle, propre aux sociétés développées, va de pair avec une normativité forte qui constitue une entrave à cette même liberté. L'individu est libre mais doit être mince, surtout les filles. Chacun peut s'habiller comme il l'entend mais en respectant le « look » de son groupe d'appartenance. L'élève-enfant doit, au minimum, avoir des résultats convenables et ne pas redoubler une classe... La tyrannie des normes est une des sources essentielles de la souffrance individuelle des élèves en difficulté scolaire.

LES FAUX-SEMBLANTS DE LA MÉRITOCRATIE

A cette force excessive des normes, il faut ajouter les méfaits spécifiques d'une norme socialement utile mais hégémonique et pour cette raison destructrice : la méritocratie. L'élève, comme chaque adulte, est considéré comme responsable de son sort. Mais les chances de réussite scolaire sont très différentes selon l'origine sociale or nul ne choisit sa famille si bien que, contrairement à l'idéologie dominante, nul ne mérite réellement ou totalement son mérite et ne peut, par conséquent, être tenu pour être entièrement responsable de ses échecs. L'école doit se donner moins le projet de sélectionner les meilleurs et davantage celui d'assurer à tous un savoir minimum. Seulement 3% des élèves sortent de l'école sans diplôme en Corée du sud ; 17% en France. Les élèves français ne sont pas moins bons, ils sont seulement moins entourés et moins aidés. La marge de progrès de l'école pour réduire de l'échec scolaire est considérable. Permettre davantage la réussite scolaire est le chemin le plus court pour réduire les souffrances des élèves.



Pierre Merle est professeur de sociologie, à l'IUFM de Bretagne, l'Université de Bretagne Ouest et l'Université Rennes 2.

→ POINT DE VUE

Journée du refus de l'échec scolaire 2010

Souffrances à l'École : agissons !

Pour la troisième année consécutive, une vingtaine d'organisations se mobilisent autour du scandale que constitue, dans notre société, la sortie chaque année de 150 000 jeunes sans diplôme. Cette mobilisation citoyenne ne se veut pas un rendez-vous de spécialistes : les solutions contre l'échec scolaire ont largement été établies par les chercheurs et enseignants qui y travaillent au quotidien. Ce qui pose question aujourd'hui, c'est la volonté politique de repenser les moyens et les objectifs de notre système scolaire pour mettre en pratique ces solutions, et ainsi assurer à tous les enfants et les jeunes une voie dans la société.

Lors des deux précédentes éditions de la Journée du refus de l'échec scolaire, les témoignages recueillis au sein de la communauté éducative et auprès des enfants en difficulté scolaire, ont montré l'étendue et l'importance de la souffrance vécue à l'École. Un tiers des enfants sondés par notre Baromètre du rapport à l'École des enfants des quartiers populaires¹ indiquaient l'an dernier avoir « parfois » ou « souvent » mal au ventre avant d'aller à l'école, la plupart du temps à cause du stress des cours. Les trois quarts des collégiens avouaient « ne pas aimer » ou « aimer un peu » aller en cours, et un sur deux disait avoir été victime de problèmes avec les autres enfants. Des indicateurs plus globaux corroborent ce constat : la France est classée 22^{ème} sur 25 pays de l'OCDE concernant la qualité de vie à l'école², et deuxième en termes de stress vécu par les écoliers, après le Japon...

Malgré cela, la souffrance à l'École reste un sujet méconnu, sinon nié. De même que la prise en compte de la souffrance au travail est devenue incontournable dans le débat public, la troisième Journée du refus de l'échec scolaire veut poser la question de la souffrance à l'École comme prégnante et cruciale dans la lutte contre l'échec scolaire

Une situation de stress, d'isolement, de dévalorisation, de fatigue ou de peur prive de la disponibilité nécessaire pour que s'effectuent positivement apprentissages, enseignement, participation à la vie de l'établissement. Les malentendus et violences du quotidien, la difficulté pour certains à comprendre les codes de l'école parasitent les apprentissages et la vie collective. Y être attentifs, se soucier du bien être des élèves, de leur besoin d'estime pourrait prévenir de nombreuses situations de décrochage scolaire. La souffrance est un révélateur, c'est aussi un déclencheur vers le décrochage scolaire : certains se couperont brutalement de l'école, d'autres décrocheront plus lentement, silencieusement.

Si l'École ne peut être réduite à un espace de souffrances et reste fort heureusement, dans la plupart des cas, un lieu qui permet l'apprentissage des connaissances et l'épanouissement, elle est aussi bien souvent affectée par une souffrance sociale bien plus vaste.

Il ne s'agit pas pour autant de minimiser l'impact des souffrances à l'École, d'autant que ces souffrances n'atteignent pas tous les enfants de la même façon. Les inégalités sont fortes entre les enfants dont la famille aura les codes socioculturels pour faire face aux difficultés rencontrées, et ceux, souvent issus de familles populaires, qui devront affronter sans appui la difficulté voire l'échec scolaire.

Si les phénomènes à l'œuvre sont complexes, nous avons cependant identifié deux grands champs générateurs de mal-être, qui pourraient devenir dès demain, les priorités d'action.

- Le système d'évaluation qui ne nous semble pas aujourd'hui assez conçu dans une logique d'amélioration permanente mais plutôt de sélection par l'échec. Malgré les nombreuses recherches qui ont démontré son caractère arbitraire et aléatoire : difficile de freiner, en France, cette obsession évaluatrice. On sait pourtant le stress qu'elle produit. On connaît les effets pernicieux des notes qui enferment les élèves les plus fragiles dans une spirale négative de la dévalorisation et favorisent, in fine, les processus de décrochage.

- La dureté de la vie scolaire : insuffisance de l'encadrement adulte qui aggrave la dureté des relations entre pairs, trop faible ouverture sur le quartier et les autres acteurs éducatifs, à commencer par les parents ; une dureté amplifiée par la question des rythmes devenue centrale ces derniers mois, et par l'inadaptation et la vétusté de nombreux espaces d'apprentissage.

Alors que notre pays a célébré l'an dernier le 20^{ème} anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants, il nous semble fondamental de réaffirmer le droit de toutes celles et de tous ceux qui la fréquentent à être respectés dans leur intégrité physique, intellectuelle et morale. Cela passe, de notre point de vue, par une action forte, et urgente, de la communauté éducative dans son ensemble pour éradiquer les racines des souffrances à l'École.

La Journée du refus de l'échec scolaire sera une contribution citoyenne forte à ce combat : affiner le constat, alerter les pouvoirs publics, repérer et encourager les pratiques porteuses. Plus que jamais, le devenir des dizaines de milliers de jeunes qui quittent le système scolaire sans diplôme doit devenir une priorité de nos politiques d'éducation.

AFEV, AIDE ET ACTION, LES CAHIERS PÉDAGOGIQUES, FCPE, OZP.

¹ Enfants accompagnés par l'Afev

² « Assurer le bien-être des enfants », OCDE, 2009.

→ FOCUS

EVALUATION : « CE QUI FAIT SOUFFRIR UN ÉLÈVE, C'EST L'INJUSTICE »



Pour le chercheur **André Antib**, notre système scolaire trie systématiquement les élèves en trois catégories : bons, moyens, mauvais. Et ce, quel que soit le degré réel d'acquisition des connaissances. Ou comment créer artificiellement de l'échec scolaire et de la souffrance.

Un tiers de « bons » élèves, un tiers de « moyens », un tiers de « mauvais » : prenez n'importe quelle classe et, quel que soit le niveau réel d'acquisition des connaissances par ses élèves, vous retombez à peu près sur cette proportion... « Une tendance naturelle, souvent inconsciente, des enseignants, soumis à la pression de notre système scolaire », analyse André Antib, professeur en Sciences de l'éducation et initiateur d'un mouvement qui lutte contre ce qu'il a dénommé « la constante macabre ».

« Mettre une certaine proportion de mauvaises notes rassure l'enseignant en lui donnant le sentiment d'être crédible, poursuit André Antib. Tout le monde est responsable : si on disait à un parent que dans la classe de votre enfant, il n'y avait que des bonnes notes, il serait inquiet. Les élèves eux-mêmes se poseraient des questions ! » Souvent inconsciente chez les enseignants, cette logique a pu être institutionnalisée dans différents systèmes d'évaluation : ainsi, l'attribution des crédits universitaires au niveau européen (ECTS) prévoit que les 10% des élèves les moins bien notés recevront la plus mauvaise marque, E, même s'ils maîtrisent l'essentiel de ce qui leur est demandé... L'examen devient du coup un véritable concours.

PREMIÈRES VICTIMES DU SYSTÈME DE NOTES, LES ENFANTS ISSUS DE FAMILLES POPULAIRES

Au lieu de mesurer simplement l'acquisition des connaissances, l'évaluation s'apparente, dans cette logique, à un instrument de « création artificielle d'échec scolaire », insiste le fondateur de « la constante macabre ». Puisqu'il faut absolument un tiers de « mauvais » élèves, rentreront dans cette catégorie des enfants qui ne le méritent pas. C'est là que l'évaluation devient source de souffrance. Avec un brin de provocation, André Antib fait remarquer : « Un élève qui n'aime pas une matière et qui ne travaille pas et a des mauvaises notes, ce n'est pas une source de mal-être... L'élève sait qu'il

n'a pas fait ce qu'il faut pour réussir. Le problème, c'est quand un élève qui aime une matière, qui a compris et travaillé, se retrouve à avoir de mauvaises notes. Ce qui fait souffrir un élève, c'est l'injustice. »

Pour le professeur en Sciences de l'éducation, le système d'évaluation français est d'autant plus inique que « les premières victimes sont les enfants de milieux défavorisés, ceux qui ne bénéficient pas d'un environnement porteur ». Ceux qui, par exemple, ne seront pas prévenus des pièges qu'une évaluation peut contenir pour mieux faire échouer les élèves – autre spécificité du système français qui tranche avec le contrôle bienveillant d'acquisition des connaissances d'un pays comme la Finlande (voir page 6).

REMETTRE LA CONFIANCE AU COEUR DE L'ÉVALUATION

S'il est encore difficile de faire bouger les mentalités, et pas seulement dans le corps enseignant, les thèses du mouvement contre « la constante macabre » rencontrent désormais un certain écho, « y compris dans les ministères », affirme André Antib. « Tous ceux qui se penchent sur la question viennent à le reconnaître : notre système d'évaluation actuel pourrait le système éducatif et bloque toute tentative d'amélioration. »

Le chercheur propose donc une nouvelle forme d'évaluation, dite par « contrat de confiance », prévoyant notamment d'annoncer des sujets de contrôle très précis et d'élaborer des sujets fidèles à ce programme. Le dernier point restant la correction, selon un système rigoureusement établi précédemment pour ne pas introduire en cours de correction de nouveaux biais (qualité de la rédaction, longueur...) susceptibles de recréer un groupe de « mauvais »... Près de 30 000 enseignants ont déjà choisi ce système d'évaluation par contrat de confiance, affirme André Antib, qui y voit « le meilleur moyen de recréer la confiance entre le professeur et ses élèves ».

→ www.refusechecscolaire.org

AVEC TRAJECTOIRES

SOUS LE PARRAINAGE UNICEF

Avec le soutien de : Aide et Action, ANLCI, Café Pédagogique, ATD Quart Monde, FCPE, Injep, Léo Lagrange, Mouvement contre la constante macabre, OZP, Association internationale des villes éducatrices, UNAF, CRAP-Cahier pédagogique, ESF, BIC, Fondation BNP Paribas, le Parisien, Okapi, diversité, Marie-Claire.

→ ENTRETIEN

« Faire de l'école un lieu d'épanouissement »

La troisième édition de la Journée du refus de l'échec scolaire a reçu le parrainage de deux personnalités fortes du monde de l'enfance, le pédopsychiatre **Marcel Rufo** et l'ancienne Défenseuse des enfants **Claire Brisset**. Ils expliquent les raisons de leur engagement.

Volontaires. Pourquoi avez-vous accepté de devenir parrain de la Journée du refus de l'échec scolaire ?

Marcel Rufo. La chance de l'enfant c'est l'école, et donc tous ceux qui s'intéressent à l'école m'intéresse. C'est pour cela aussi qu'à l'inverse, les souffrances scolaires sont particulièrement fortes : l'école c'est ce qui permet à l'enfant de comprendre la notion d'anticipation. Qu'est-ce que je deviendrai quand je serai grand ? L'école c'est aussi l'accès à la culture et, de là, au bonheur.

La souffrance liée à l'école est très forte : 44% des consultations que nous avons en pédopsychiatrie sont dues à des difficultés scolaires. Est-ce que chaque fois ces problèmes devraient relever de la pédopsychiatrie, je ne suis pas sûr. Il y aurait des réflexions à avoir avec les enseignants, les psychologues, les artistes, les acteurs associatifs... Il y a chez ces enfants l'idée qu'ils déçoivent leurs parents, ne répondent pas à leurs attentes, sont moins bons que leur frère ou leur sœur... C'est une situation à laquelle je suis confronté sans arrêt.

Claire Brisset. J'estime que lutter contre l'échec scolaire c'est doublement vital, à titre individuel pour les enfants, et pour notre société. Quand j'étais Défenseuse des enfants, j'ai consacré l'un de mes rapports annuels à la question de l'école, et j'ai constaté que notre société, bien souvent, peinait à comprendre que l'échec scolaire est à la fois grave et évitable.

Grave pour les enfants qui se retrouvent en échec sans comprendre pourquoi, et grave pour la collectivité : tant de jeunes qui quittent le système scolaire sans être préparés à devenir adultes, c'est vraiment un échec collectif.

Et évitable dans un pays qui consacre beaucoup de moyens à l'éducation sans analyser au fond la question pourtant cruciale de la formation des enseignants. Tout le monde sait qu'il ne suffit pas d'être bon dans une discipline pour savoir la transmettre. Nous ne sommes pas allés au bout de la réflexion sur la transmission : nous ne savons pas dire aux enseignants que leur personne est aussi importante que leur savoir pour leur capacité à transmettre. On a trop martelé aux enseignants qu'ils devaient garder leur « distance » vis-à-vis des enfants sans que cette distance soit interprétée comme de l'indifférence par les enfants.

Il faut aussi une vraie réflexion sur les programmes et le contenu de ce qu'on enseigne à l'école, qui est quelquefois totalement déconnecté des évolutions du monde.

Volontaires. Iriez-vous jusqu'à dire que l'Ecole met aujourd'hui un certain nombre d'enfants en souffrance ?

Claire Brisset. Je dirais que non seulement nous nous trouvons aujourd'hui avec des enfants en souffrance, mais on a aussi un système scolaire qui souffre tout entier, parce qu'il est sans arrêt remis en question et qu'il y a un décalage énorme entre les attentes de nos concitoyens à l'égard de l'école, et le fait que cette école soit constamment discréditée.

→ TÉMOIGNAGES

« Mes enfants ont peur de ne pas être à la hauteur »

Mauvais climat scolaire, pression des notes : des parents d'enfants accompagnés par l'Afev prennent la parole. Et appellent au dialogue avec les enseignants pour améliorer le climat.

Fin mai à Maisons-Alfort, l'Afev organisait les Fêtes des solidarités locales avec des familles du quartier Liberté. L'occasion pour ces parents de parler des difficultés de leurs enfants à l'école, à l'occasion d'entretiens vidéos qui seront projetés en ouverture des débats de la Journée du refus de l'échec scolaire, le 22 septembre prochain.

Premier sujet d'inquiétude pour ces familles de quartiers populaires : le climat au sein des établissements, et particulièrement entre enfants. Bien sûr, la violence est citée comme un problème majeur, surtout au collège. « Arrivés en sixième, c'est pas toujours facile pour les enfants, estime Marie-Laure, mère d'une élève de 13 ans. En primaire, les professeurs sont encore derrière eux... Mais au collège, les enfants sont un peu laissés à eux-mêmes. » Laura, sa fille, témoigne que la violence, souvent verbale et exprimée entre les cours, « débordait souvent dans la classe ». Et là, « bien sûr on a du mal à travailler », poursuit la jeune fille.

De façon générale, les parents estiment que le dialogue pourrait résoudre beaucoup de ces incidents qui pourrissent le climat. Françoise Coichon, mère de quatre enfants, ne comprend pas pourquoi systématiquement, « en cas de problème, on n'appelle pas

Même si elle lui demande beaucoup, la société a raison de compter sur l'école qui est un outil fondamental non seulement de socialisation mais d'acquisition de l'estime de soi.

Volontaires. En quoi ces souffrances jouent-elles sur la confiance de l'enfant ?

Marcel Rufo. La confiance en soi, le narcissisme se construisent par l'école aussi. C'est pour cela qu'en accord avec Philippe Meirieu notamment, je pense qu'il faut toujours féliciter un enfant quand il réussit quelque chose, y compris dans les matières considérées comme « mineures ». Tu as fait un beau dessin, tu es remarquable en gym... Un enfant doit être bon quelque part pour être meilleur ailleurs.

Volontaires. Quel est le message que vous voulez porter à l'occasion de cette Journée du refus de l'échec scolaire ?

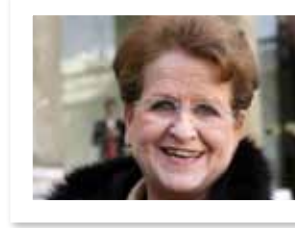
Marcel Rufo. J'aurais rêvé d'être instituteur, et il est temps que je m'en occupe ! Plus sérieusement, l'école est le meilleur des soins psychologiques, c'est ce qui est spécifiquement humain. L'école t'apprend à être toi, et pour être toi tu as besoin de l'autre. J'aimerais aussi dire aux enseignants de ne pas tomber dans le piège dans lequel sont tombés les psys, qui parle « de neutralité bienveillante ». Je ne voudrais pas de neutralité pédagogique, mais une empathie cognitive. Des enseignants qui ne soient pas tristes, qui aient envie d'apprendre aux enfants et de leur dire : tu y arriveras.

Claire Brisset. Arrêter de stigmatiser l'Ecole et lui redonner les moyens d'effectuer sa mission – et je ne parle pas seulement de l'argent. Il est déjà très bien que notre pays consacre 25% de ses ressources à l'éducation ; posons nous la question de savoir quoi faire avec cet argent.

Nous manquons de vision longue sur ces questions. Les gouvernements, par définition, se situent dans le court terme. Notre pays continue de se demander si l'école est un lieu d'éducation ou un lieu de transmission du savoir – comme si cela devait être l'un ou l'autre. Dans la Convention internationale sur les droits de l'enfant, un article dit explicitement que l'école est un lieu d'« épanouissement des dons de l'enfant ». Je pense que notre école a trop souvent perdu cela de vue. Cela ferait du bien à tout le monde – enfants, parents, enseignants, de rappeler que l'Ecole est un outil de la nation et qu'elle est au service de l'épanouissement de l'enfant, pas seulement de transmission du savoir.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PAUL FALZON-MONFERRAN

→ Claire Brisset



Ancienne journaliste, Claire Brisset a travaillé pendant douze ans à l'Unicef avant de devenir, de 2000 à 2006, Défenseuse des enfants.

Elle exerce aujourd'hui la fonction de Médiatrice de la Ville de Paris.

→ Marcel Rufo



Spécialiste de l'enfance et de l'adolescence, le pédopsychiatre Marcel Rufo dirige notamment l'unité pour adolescents de l'hôpital de la Timone à Marseille.

Il tient également de nombreuses chroniques dans les médias, dont l'émission « Allo Rufo » sur France 5.

→ Enquête

Un baromètre pour mesurer le vécu des enfants à l'école

Le 22 septembre, l'Afev publie une enquête exclusive réalisée auprès de 600 enfants accompagnés.

Pour la troisième année consécutive, l'Afev et le cabinet Trajectoires-Reflex vont rendre public le Baromètre du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires, réalisé auprès de 600 enfants et jeunes (de 6 à 15 ans) accompagnés par des étudiants bénévoles. L'enquête mesure le vécu des enfants à l'école : leur rapport aux enseignants et aux autres élèves, leur compréhension des cours et du sens des enseignements, leurs aspirations professionnelles... Elle s'intéresse aussi aux pratiques culturelles de l'enfant, à la façon dont il parle de l'école à ses parents, aux rythmes quotidiens – petit-déjeuner, sommeil, présence de la télé dans sa chambre...

Les deux premières éditions du Baromètre avaient dressé un tableau très mitigé du vécu à l'école des enfants accompagnés par l'Afev – enfants qui ont donc été repérés comme connaissant des difficultés comme leur parcours. Si la vision de ces jeunes sur leurs profs était, par exemple, plus positive qu'attendue, le stress créé par l'école atteignait des niveaux très importants. Plus d'un tiers des enfants (36%) reconnaissait ainsi avoir « parfois » ou « souvent » mal au ventre avant d'aller en cours, la plupart du temps par peur. Sur un plan pédagogique, les deux tiers environ (64%) affirmaient ne pas comprendre « certaines fois » ce qui leur était demandé en cours, dont 20% disaient que cela leur arrivait « souvent ». La situation est, sur la plupart des indicateurs, meilleure à l'école primaire qu'au collège.

Les résultats de ce troisième Baromètre du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires seront publiés le 22 septembre.



→ À L'ÉTRANGER

En Finlande, « tout est fait pour que l'enfant se sente bien »

Un système éducatif qui place les besoins de l'enfant au cœur de son fonctionnement : c'est la description que Paul Robert, principal de collège, fait de l'école finlandaise. Un modèle pour notre pays ?

Volontaires ! Dans vos analyses de l'École en Finlande (1), vous insistez sur l'idée que l'enfant est au centre de l'organisation du système...

Paul Robert. Oui, tout est fait pour que l'enfant se sente bien à l'école, et que l'école réponde aux besoins des enfants. Besoins intellectuels mais pas seulement : les besoins d'ordre socio-affectif ne sont pas oubliés. Les relations avec les professeurs sont beaucoup plus faciles qu'en France, les problèmes de discipline sont beaucoup moins prégnants, et la frontière entre familles et école est beaucoup moins marquée.

Volontaires ! Revenons sur ces trois points : en quoi les relations avec les enseignants sont-elles plus simples qu'en France ?

Paul Robert. Les enseignants ont une conception totalement différente de leur métier. Ils ne se considèrent pas seulement comme porteurs d'un savoir que les enfants doivent acquérir d'eux, mais se soucient de la façon dont les élèves vont acquérir ce savoir. En termes de pratiques pédagogiques, cela se traduit par une posture différente de l'enseignant : il se place dans le côté à côté de l'enfant, dans l'accompagnement vers l'acquisition des savoirs, la sollicitude. De même, rien de ce qui concerne l'enfant ne lui est étranger : il n'y a pas de césure entre le domaine des savoirs et le domaine éducatif au sens large. C'est très vrai à l'école fondamentale, qui s'adresse aux enfants de 7 à 16 ans, et souvent encore au lycée.

Cette bienveillance se traduit aussi dans l'évaluation, dont on sait qu'elle est un facteur de création artificielle de l'échec scolaire (voire page 4). La Finlande a supprimé toute évaluation chiffrée jusqu'à un âge avancé – vers 12 ou 13 ans la plupart du temps – ce qui n'empêche pas la Finlande de caracoler en tête

de toutes les évaluations internationales type PISA.

Volontaires ! Cette posture des enseignants expliquerait le faible nombre de problèmes de disciplines ?

Paul Robert. De façon générale, les élèves sont très libres d'être eux-mêmes, qu'il s'agisse de la tenue vestimentaire ou de la circulation dans l'établissement. Il faut dire aussi que les établissements sont spacieux, agréables, sans clôture, ouverts sur l'environnement extérieur.

Les relations sont, dans l'ensemble, aussi très agréables entre les enfants. Cela n'exclut pas l'existence, ici ou là, des formes de harcèlement entre pairs (« school bullying »), mais des programmes de prévention ont été développés pour éviter ces phénomènes – d'autant que la Finlande a été marquée par deux massacres commis par des jeunes scolarisés en lycée (2).

Volontaires ! En quoi la place des familles est-elle différente en Finlande, comparée à la France ?

Paul Robert. Les parents ont une place prépondérante dans ce qui serait en France les conseils d'administration, avec 50% des sièges. Ils participent au recrutement des enseignants dans beaucoup d'établissements (le système éducatif laisse une large autonomie à chaque établissement, NDLR). De façon générale, ils sont considérés comme co-éducateurs et prennent toute leur place à l'école ; il n'y a pas cette méfiance envers les parents que l'on peut retrouver en France, et le dialogue avec les enseignants est constant – y compris via des moyens technologiques pour prévenir des absences ou des problèmes de comportement par exemple.

Volontaires ! Un pays idéal alors, sans ce qu'on appellerait en France « des parents démissionnaires » ?

Paul Robert. Bien sûr, la Finlande connaît en ce moment une évolution sociale qui produit plus de familles déstructurées, ou des familles monoparentales. Mais l'idée est de régler les problèmes par le dialogue avant tout, pas par la répression.

(1) *La Finlande : un modèle éducatif pour la France*, ESF, 2009.
(2) *En septembre 2008, un jeune avait tué une dizaine d'écoliers dans l'ouest de la Finlande, un an après un massacre similaire qui avait fait 8 morts dans le sud du pays.*

→ Repères

→ Selon l'étude menée en 2009 par l'OCDE intitulée « Assurer le bien-être des enfants », la France se classe vingt-deuxième sur les vingt-cinq pays analysés. L'enquête, menée sur des enfants entre 11 et 15 ans, reposait notamment sur deux indicateurs : les brimades physiques et psychologiques subies par les enfants et le nombre, parmi eux, qui déclarent aimer l'école.

→ Le rapport d'information de la commission Education du parlement, présenté le 7 avril 2010 par le député Grosperin, pointe que « le collège est, dans l'école, le lieu où l'on souffre le plus. Il produit de la souffrance, non seulement pour ses élèves les plus fragiles mais également pour leurs enseignants ». C'est également au collège que l'on rencontre un nombre significatif de professeurs qui souhaitent quitter leur établissement, voire l'enseignement secondaire.

→ Selon un sondage de l'Institut CSA réalisé en 2009 sur la perception du stress à l'école par les parents, la principale cause du stress des enfants est celle de l'évaluation et des notes. Par ailleurs, cette étude montre que les parents sont nombreux à se sentir stressés par la réussite scolaire de leurs enfants : 52 % des sondés.

→ Pour aller plus loin :

Harcèlements à l'école, Nicole Catheline. Ed. Albin Michel, 2008.

L'élève humilié. L'école, un espace de non-droit, Pierre Merle, P.U.F. 2005

La constante macabre, André Antibi, Ed Nathan, 2003

→ INITIATIVES

Echec scolaire, des villes qui se mobilisent

Avec une vingtaine de communes déjà concernées, le réseau des villes partenaires de la Journée du refus de l'échec scolaire permet d'afficher un engagement citoyen mais aussi de découvrir des actions concrètes pour soutenir les enfants dans leurs parcours.

Pour sa troisième édition, la Journée du refus de l'échec scolaire a tenu à s'associer plus étroitement aux collectivités locales qui luttent contre l'échec scolaire sur leur territoire. Une vingtaine de ces collectivités – en grande majorité des villes de plus de 30 000 habitants – ont pour l'instant rejoint un réseau de villes partenaires amené à s'agrandir d'année en année.

L'intérêt, pour les élus qui décident d'engager leur territoire, n'est pas seulement l'affichage de leur engagement contre l'échec scolaire : à terme l'ambition est de rassembler le plus d'initiatives concrètes déjà existantes, pour que les collectivités puissent, si elles le souhaitent, s'inspirer de pratiques qui ont fait leur preuve. Le champ des initiatives est large, comme le montrent les deux exemples que nous avons choisi de présenter, venus des villes de Paris et d'Issy-les-Moulineaux.

Des artistes en résidence pour casser les clichés

A Paris, l'une des initiatives développées par la Ville a été l'installation d'artistes en résidence dans des collèges souffrant d'une image négative dans leur quartier. Lancée en 2007 avec l'ensemble instrumental et vocal « Les Talens Lyriques », l'opération a eu « des résultats particulièrement impressionnants », juge Flora Saladin, conseillère de l'adjointe à l'Éducation de la Mairie de Paris, Colombe Brossel. Le principe : transformer un collège en zone sensible en une salle de répétitions géante.

Toute l'année élèves et enseignants profitent de la présence d'artistes et développent à cette occasion des projets transversaux (musique, histoire, lettres). « Les Talens Lyriques ont pu répéter dans les collèges un opéra de Monteverdi, un programme de disque pour Virgin Classics, un oratorio de Haydn, raconte Flora Saladin. Les répétitions ouvertes permettent aux collégiens de suivre et commenter ces séances de travail, tout en se familiarisant pendant l'année à la musique lors d'ateliers pédagogiques. » Temps fort de ce travail, la représentation de fin d'année où élèves et musiciens des Talens Lyriques se retrouvent au collège pour jouer devant les parents dont beaucoup entendent leur premier concert lyrique.

En plus d'améliorer l'image des établissements, l'opération permet, selon Flora Saladin, de créer « du lien au sein des communautés éducatives, avec les familles et d'ouvrir les jeunes adolescents à de nouveaux horizons. En un mot, de favoriser l'épanouissement du plus grand nombre de collégiens parisiens. »

Rendre les jeunes acteurs de leur parcours

A Issy-les-Moulineaux, c'est toute une politique éducative qui a été mise en place depuis plusieurs années autour de la réussite éducative. « Il s'agit avant tout de prévenir la déscolarisation et de lutter contre l'absentéisme scolaire, en leur offrant les options les plus adaptées pour les soutenir dans leur parcours scolaire », explique Bruno Jarry, directeur du centre chargé de mettre en

œuvre cette politique, le Clavim.

Plus qu'une classique aide à la scolarité, le dispositif crée un suivi des jeunes en difficulté tout au long de l'année scolaire, y compris durant les vacances scolaires, entre toutes les ressources éducatives de la ville : établissements scolaires bien sûr, mais aussi maisons de quartier et espace jeunes, associations, artistes. Certaines des initiatives développées par Issy-les-Moulineaux sont désormais testées par l'Éducation nationale, dont les stages organisés pendant les vacances ou le développement du tutorat.

Lancée en 2007 dans un collège du 19^{ème} arrondissement de Paris, l'opération « Talens Lyriques » a depuis été étendue à une dizaine d'autres établissements.



Une mobilisation à travers la France

Le 22 septembre, la Journée du refus de l'échec scolaire sera l'occasion de débats et de manifestations dans plusieurs dizaines de villes en France. Les collectivités les plus engagées ont rejoint ces derniers mois un réseau de villes partenaires (voir ci-contre) parmi lesquelles on peut citer Paris, Lyon, Dieppe, Valence, Beauvais...

D'autres villes accueilleront des événements tout au long de la journée du 22 septembre, généralement organisés par l'Afev avec le soutien de ses partenaires locaux. Des débats ou des rencontres seront ainsi organisés dans une douzaine de villes dont Perpignan, Nice, Poitiers, Nantes, Chambéry...

Parmi les partenaires nationaux de la Journée du refus de l'échec scolaire, la FCPE à Pessac et Aide et Action dans le Val d'Oise, organiseront eux aussi des débats le 22 septembre.

Toutes les villes et toutes les informations pratiques sur le site www.refusechecscolaire.org

Hypertexte

L'être urbain, toujours si humain

« L'âge des métropoles » est un recueil de textes qui illustrent la richesse et diversité de la pensée de François Ascher, décédé l'an dernier. Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris et économiste de formation, il considérait que la compréhension de l'évolution des villes nécessitait une analyse fine des évolutions de notre société : l'humain conditionnait, selon lui, l'urbain.

Cet héritage intellectuel nous pouvons l'appréhender, dans ce livre, à travers toute une série de chroniques, d'interventions lors de colloques, d'extraits d'ouvrages... qui mettent en lumière sa pensée.

A l'heure où le fait métropolitain peut s'interpréter comme la déclinaison urbaine de la mondialisation, l'ensemble de ses réflexions sont d'une grande utilité pour décrypter les enjeux de la nouvelle civilisation urbaine qui semblent naître sous nos yeux.



Cette dernière, paraît préfigurer une forme de modernité qui intègre deux évolutions majeures qui traversent nos sociétés : la prégnance croissante de

l'économie de la connaissance et les contraintes écologiques. Ces deux dimensions se conjuguent avec la réalité d'un citoyen qui est membre de plusieurs identités liées à sa famille, son travail, ses loisirs...

L'auteur parle d'un individu « hypertexte » qui se caractériserait, désormais, par une multiplicité d'appartenances sociales et une capacité de rayonnement territorial accru.

Au delà de décrire de manière approfondie ces mutations, François Ascher n'était pas dupe sur les types d'inégalités qu'elles génèrent. Ainsi, la mobilité physique et virtuelle était, pour lui, des éléments importants dans la formation de ces nouvelles inégalités individuelles et sociales confirmant qu'il n'existe pas d'équilibre urbain sans équilibre humain...

« L'âge des métropoles »
François Ascher / L'Aube - 2009



JÉRÔME STURLA
est Directeur délégué
de l'Afev

→ SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

Europe et régions, nouveaux horizons

Implantée en Espagne depuis deux ans, l'Afev développe un projet de « citoyenneté étudiante » impliquant des bénévoles des deux côtés des Pyrénées. Le but : favoriser la mobilité et les échanges.

Ils ne vivent pas dans la même ville, pas même dans le même pays, mais ils partagent une action solidaire et une culture régionale forte : 70 bénévoles de l'Afev ont lancé le 11 juin dernier à Toulouse un projet de « citoyenneté étudiante » à cheval sur plusieurs régions de France et d'Espagne (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Catalogne). « Il s'agit d'étudiants déjà engagés à l'Afev dans les deux pays (une antenne a été créée à Barcelone il y a deux ans, NDLR) et qui partagent des valeurs communes, détaille la coordinatrice du projet, Hélène Asiain. Ils ont notamment le souci de développer pour eux et pour les enfants qu'ils accompagnent l'ouverture culturelle et la mobilité. Ils jugent aussi que ce nouvel espace européen est pertinent pour porter une parole étudiante. »

Avec la création de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée en 2004, les régions concernées (1) avaient le souci de réduire les fractures entre des territoires et des populations proches géographiquement et culturellement, mais dont les échanges restent limités, notamment à cause des liaisons insatisfaisantes entre les transports et les administrations. Le projet de « citoyenneté étudiante » lancé en juin vise à rapprocher les jeunes des deux côtés de la frontière en répondant à quelques-unes de ces fractures. Et les bénévoles de l'Afev ne manquent pas d'idées ! Premier enjeu souligné par les étudiants : le besoin de développer l'information entre universités pour faciliter la mobilité. « Comment trouver un logement sur place ? Quelles

sont les formations proposées par les établissements ? Ce sont quelques-unes des infos qu'on pourrait aisément regrouper pour rassurer les étudiants, explique Hélène Asiain. L'Afev pourrait même dynamiser la vie étudiante sur les campus en accueillant les étudiants venus d'autres pôles universitaires de l'Eurorégion. »

Dans le même ordre d'idées, les bénévoles de l'association ont proposé la création d'« eurocrédits » qui apporteraient un support direct aux étudiants (sous forme de bourses ou d'aides au logement) en échange d'une implication dans un projet associatif ou d'intérêt général. Cela pourrait concerner un étudiant de Montpellier qui aide dans ses démarches administratives un jeune de Barcelone venu étudier en France pour un semestre, ou qui lui fait découvrir un événement culturel local. De façon générale, tout ce qui peut favoriser « l'identité euro-régionale » est valorisé par le projet des bénévoles de l'Afev. « Voyage, rencontre, échange, découverte... Les étudiants associent des valeurs très positives à la mobilité, surtout dans cet univers régional que beaucoup maîtrisent déjà bien », conclut Hélène Asiain.

P.F.-M.

(1) Outre les trois régions déjà citées, les Baléares et l'Aragon.



→ TOUS ACTEURS DES QUARTIERS

RACONTE-MOI TON HISTOIRE

A Chambéry, un groupe d'enfants du voyage va construire un conte et le présenter aux écoles de la région.

Pour la deuxième année consécutive, les bénévoles de l'Afev de Chambéry-le-Haut vont participer aux activités du camion-école détaché par l'Education nationale auprès d'enfants de la communauté du voyage. Mais nouveauté cette année, les étudiants vont lancer avec les jeunes un projet « Tous Acteurs des Quartiers » sur l'univers du conte.

Le projet est né de la rencontre des équipes de l'Afev avec Ginette Bonnefoi, l'enseignante détachée responsable du camion-école. Formée aux techniques du conte et convaincue de l'intérêt pédagogique de travailler cette forme de narration, cette dernière a proposé aux bénévoles de l'association d'animer la réalisation d'un conte par les enfants eux-mêmes. Les étudiants assureront tout au long de l'année, à raison d'une fois par semaine, le lien avec une



conteuse professionnelle et une illustratrice qui viendront régulièrement à la rencontre des enfants pour définir les grandes lignes de l'histoire.

L'originalité du projet, explique Marianne Falda, chargée de développement local de l'Afev à Chambéry, est que « les enfants doivent ensuite présenter leur conte dans des écoles maternelles et primaires de la région. Ceci pour valoriser ces jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur travail à l'oral. » Conçu également pour accrocher des enfants souvent en difficulté à l'univers de la lecture, le projet a reçu cet été le soutien de la Fondation SNCF pour la prévention de l'illettrisme.

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ INITIATIVES

ROMS, L'ÉDUCATION RESTE UN DROIT

EN 2009, L'AFEV S'ÉTAIT ASSOCIÉE À PLUSIEURS DIZAINES D'ASSOCIATIONS AUTOUR DE L'APPEL « PLUSIEURS MILLIERS D'ENFANTS ROMS À LA PORTE DE L'ÉCOLE : CELA SE PASSE ICI, EN FRANCE ».

De fait, comme le soulignait la Halde dans son rapport rendu public en mars 2010, le refus de scolarisation des enfants roms reste fréquent. Les décisions gouvernementales de cet été et les débats suscités ont récemment amené la Défenseure des enfants, à la veille de la rentrée des classes, à rappeler l'obligation impérative pour la France de respecter la convention internationale des droits de l'enfant sans discrimination, ainsi que le droit à la scolarité de tous les enfants quelle que soit la situation administrative des parents. Tous les membres du collectif Romeurope mais plus globalement tous les acteurs intervenant auprès des enfants Roms (dont l'Afev) resteront tout au long de l'année scolaire mobilisés pour signaler, comme le recommande la Halde, tout refus de scolarisation.

→ www.romeurope.org
→ www.fnasat.asso.fr

CAHIERS PÉDAGOGIQUES, UNE PUBLICATION QUI BOUGE L'ÉCOLE

Partenaires de l'Afev sur de nombreux événements dont la prochaine Journée du refus de l'échec scolaire, les Cahiers pédagogiques sont une référence pour des milliers de professeurs et de professionnels de l'action éducative.

Aujourd'hui en difficulté, ils appellent leurs lecteurs à « exprimer votre soutien à notre réflexion, à nos actions, et pour rendre compte de ce que les Cahiers pédagogiques vous ont apporté et dire en quoi ils sont utiles pour l'école ». Autre forme de soutien possible : l'abonnement à leur excellente revue mensuelle.

→ www.cahiers-pedagogiques.com

LE BLOG D'« UN MONDE QUI CHANGE »

Éducation, culture, environnement, diversité, finance solidaire... Le site « Pour un monde qui change » valorise des dizaines d'initiatives solidaires soutenues par la Fondation BNP Paribas, dont plusieurs actions de l'Afev auprès des jeunes en difficulté. Dernière vidéo en date concernant notre association : un retour sur l'Université européenne de l'engagement tenue du 24 au 26 août à Lyon (voir l'article page 2 et notre éditorial page 1).

→ www.pourunmondequichange.com

C'est pas trop dur ?

Il faut souffrir pour être grand...

A LA MATERNELLE, ON PLEURE PARCE QU'ON EST SÉPARÉ DE SES PARENTS, QUE LES JOURNÉES SONT TROP LONGUES, QU'ON ATTRAPE DES MALADIES, ET QUE TOUT EST NOUVEAU.

A l'école primaire, on a peur de ne pas bien lire, de ne pas bien compter, on découvre la cour de récréation et ses rivalités, les évaluations, les devoirs à la maison, les nécessités de l'avenir. Au collège, on perd ses repères, la maîtresse ne nous protège plus. Les profs sont tous différents, le savoir fragmenté. On vit l'âge ingrat, voix qui muent et seins qui poussent. Les filles d'un côté, les garçons de l'autre, on passe les premiers examens, on craint d'être orienté en professionnel.

Au lycée, on n'a plus le temps de rien, il faut bosser vraiment, on arrête le sport et les heures de télé, les parents contrôlent tout. On vous parle d'avenir et de monde du travail. On joue gros.

On n'en finit pas de souffrir à l'école, on n'en finit pas d'avoir peur. Je les vois ces souffrances, je les observe, en spectatrice, en complice peut-être : boules au ventre, crises d'angoisse, maux de tête, fatigue extrême, ennui, phobies, sentiment de honte...

Parfois, pour me déculpabiliser, je me dis que ce qui est dur, c'est tout simplement la vie : être enfant, puis adolescent, puis adulte, réussir les rites de passage. Je me dis que l'école est tout de même un lieu d'émancipation, d'échanges, une micro-société nécessaire et protectrice où l'on apprend l'existence en petit comité.

Mais ce serait trop facile. Je sais aussi que l'école est responsable, qu'elle rend malheureux, qu'elle brise parfois des vies entières. L'école à la Française, marche ou crève, sélection et culture du reproche. On les connaît les phrases qui tuent : tu ne passeras jamais, tu n'as pas les capacités, tu ne feras rien de ta vie, ta soeur aînée était plus sage, un métier manuel te conviendrait mieux, tu ne sais pas écrire, tu n'es qu'un gamin, tu n'as rien compris...

On le sait qu'il faudrait tout repenser. On sait ce qu'il faudrait faire pour que la volonté d'élever les jeunes ne se transforme pas en jeu de massacre. On connaît les méthodes, tout le monde les connaît... Mais c'est fatigant voyez-vous, d'essayer de comprendre les enfants, de leur trouver des excuses. Ils n'ont qu'à s'adapter eux-mêmes au système après tout, les anciens y sont bien parvenus, eux qui reproduisent les mêmes brimades.

Les jeunes, il n'ont qu'à grandir tous seuls. Leur mal-être ne nous regarde pas.



NATHALIE BROUX
est professeure
au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)

→ PORTRAIT

« L'accompagnement d'un jeune, un apprentissage mutuel »

Bénévole à l'Afev depuis 2006, **Jenny Benga** accompagne Kadidia, 10 ans, deux heures par semaine. Une relation marquée par la confiance et l'ouverture entre les deux jeunes femmes.

Bénévole depuis 2006 alors qu'elle était en deuxième année de licence, Jenny Benga s'est passionnée pour le bénévolat. «Je suis tombée sur l'Afev par hasard, raconte-t-elle. J'ai trouvé un prospectus à la fac et je me suis inscrite sur le site Internet de l'Afev. On m'a téléphoné quelques semaines après pour me proposer tout un panel de projets très intéressants.» Elle a, entre autres, fait partie du projet «Volontaires de la Justice», un projet collectif où elle s'occupait avec deux autres bénévoles d'une dizaine d'enfants de 10 à 12 ans pour les sensibiliser au thème de la justice et des droits civiques.

«On a essayé d'attirer leur attention sur ces thèmes au moyen du théâtre, en réalisant avec eux de petites saynètes, poursuit Jenny. Le but a été atteint puisqu'une relation de confiance a été instaurée. Je crois aussi que cette expérience leur a permis de réaliser l'importance de ces sujets.»

ON COMMENCE PAR LES DEVOIRS, TRÈS VITE VIENNENT LES SORTIES

Jenny est actuellement impliquée dans un accompagnement individualisé - la forme de bénévolat la plus courante à l'Afev. Elle accompagne une jeune fille de 10 ans, deux heures par semaine, dans le quartier de la Goutte d'Or (18e arrondissement de Paris). Son but : établir une relation de confiance avec la jeune fille. «C'est toujours difficile

de créer du lien alors qu'on ne se connaît pas, explique-t-elle. Il a d'abord fallu approcher Kadidia à l'aide des devoirs, mais ensuite, nous avons fait pas mal de sorties ensemble. Je l'ai emmenée voir un spectacle de danse et le film Avatar car elle avait une folle envie de voir un film en 3D. Elle est aussi passionnée d'athlétisme : je l'aide donc à trouver un centre afin qu'elle puisse le pratiquer.»

« UNE EXPÉRIENCE HUMAINE »

Pour Jenny, le rôle du bénévole est comme un rôle de grand frère ou de grande sœur : il est considéré comme un exemple par le jeune qu'il accompagne, mais il apprend aussi de lui. « On peut être tenté de croire que c'est seulement nous qui apportons quelque chose au jeune, mais c'est complètement faux. C'est une expérience qui nous montre nos propres limites, comme par exemple la patience. Le fait de se dire qu'on a contribué à l'épanouissement de quelqu'un est extrêmement gratifiant. J'aurais moi-même aimé, étant jeune, de pouvoir bénéficier d'une aide venant d'une association comme l'Afev.»

Non scolarisés en France, les parents de Kadidia peinent à l'aider dans ses devoirs ou la conseiller dans son parcours scolaire. Intervenant à domicile, Jenny peut aussi discuter avec eux du parcours de leur fille. Avec Kadidia, elle insiste sur l'idée que



« l'école n'est pas synonyme d'échec », et que, même si elle issue d'un milieu défavorisé, elle aussi a le droit au savoir et aux études.

Jenny encourage les étudiants à devenir bénévoles, que ce soit pour leur développement personnel ou en ayant pour simple objectif d'aider. «C'est une expérience humaine inestimable : la rencontre de deux personnes qui essaient de construire quelque chose de bien ensemble.» Aujourd'hui, Jenny est de plus devenue volontaire au sein de l'Afev pour aller plus loin dans son engagement.

INÈS FORMAN

AVEC L'AFEV ACCOMPAGNE UN JEUNE



Photo Sébastien Jourdan

- Pour lui redonner confiance, l'envie d'apprendre et lui faire découvrir d'autres horizons
- Tu reçois l'appui d'une équipe de permanents et des formations te seront proposées avec les autres bénévoles de l'Afev
- L'action se déroule à son domicile ou dans un établissement scolaire partenaire
- En fonction de tes disponibilités, tu peux agir près de chez toi ou de ton établissement d'enseignement supérieur
- Enfin, tu pourras valoriser cette expérience dans ton cursus universitaire et dans ton parcours professionnel

www.afev.org

AFEV **

ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS



L'AFEV, LE PREMIER RÉSEAU D'ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES QUI AGIT CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES.

VOLONTAIRES ! N°24 | SEPT-OCT 2010

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - Directrice de la publication : Anne Korobelnik - Coordination, rédaction, réalisation : Nathalie Broux, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Inès Forman, Eunice Mangado-Lunetta, Claire Notelaers, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, et Tanguy Tollet - Crédits photographiques : Aide et Action, Eric.Le Roux/Communication/UCBL, Eunice Mangado-Lunetta, Ville de Nanterre, D.R. - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Paul Falzon-Monferran, Claire Notelaers (Afev) - Impression : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408